

Communiqué de presse -
**Réforme du marché européen de l'électricité : un non-sens
écologique et social qui expose ménages et entreprises à
une nouvelle crise**

*“Cet accord est le fruit d'un dogmatisme aveugle. L'explosion des prix de
l'électricité et le chaos du secteur ne sont pas une fatalité.*

*Un autre modèle est possible : celui de la gestion par la puissance
publique de la production à la revente d'électricité, comme c'était déjà le
cas avant la libéralisation.” - Marina Mesure*

L'accord trouvé en commission de l'énergie du Parlement européen sur le marché de l'électricité est une occasion ratée de tirer les leçons de la libéralisation du secteur de l'énergie en revenant à une gestion publique de ce bien essentiel.

**Le Parlement européen décide d'empêcher de limiter les superprofits des
électriciens et de maintenir les tarifs réglementés**

Hasard du calendrier ? Le gouvernement a annoncé hier une hausse des tarifs de l'électricité de 10% le 1er Août, comme un avant-goût de la réforme du marché de l'électricité votée ce jour. Cette réforme va avoir des conséquences désastreuses alors même que la situation était déjà très préoccupante.

**Une occasion manquée de protéger les ménages des coupures d'électricité
qui impliquent des coupures de chauffage électrique ou de climatisation**

En France, plus de 12 millions de personnes sont en précarité énergétique. Ce sont des milliers de maladies liées chaque année à un manque de chauffage ou de refroidissement des logements. Le compromis voté ne retient par notre amendement qui protégeait les ménages contre les coupures de chauffage ou de climatisation.

Au-delà des ménages, ce sont des milliers d'entreprises qui ont fermé ou ont été contraintes de délocaliser faute de pouvoir payer leurs factures d'électricité. Ce sont des milliers de communes qui ont dû fermer piscines et autres services publics locaux. C'est aussi la source principale de l'augmentation des billets de train.

**Le vote expose le dogmatisme européen de la libre concurrence sur le
marché**

Ce drame économique et social a pour origine la marchandisation de l'électricité. Les prix de vente explosent alors que les coûts de production de l'électricité restent stables. Pourquoi ? Parce que le marché autorise les producteurs et fournisseurs à réaliser des marges conséquentes au détriment de la société toute entière.

*“Cette réforme propose de renforcer les logiques de marché, en dénonçant tout contrôle dans les prix de vente de l'électricité et dans le déploiement de nouvelles capacités de production d'électricité. L'argent public viendra même garantir la privatisation par les grandes entreprises de l'électricité la moins chère à produire ! **Une réforme qui n'a d'autre but que de maximiser les profits de crise.**”*

Les parlementaires des Verts à l'extrême-droite ignorent l'intérêt des ménages européens

Cette réforme propose ainsi de valider la fin des tarifs réglementés et aide les grands groupes à privatiser l'énergie la moins chère au détriment de tous les autres consommateurs.

“Ni plafonnement des revenus des producteurs, ni remise en cause d'un marché qui permet aux producteurs de vendre l'électricité à 20 fois son coût réel.”

Cette réforme propose de multiplier les contrats et les acteurs privés au détriment d'une planification pourtant essentielle de ce secteur stratégique de la transition écologique. En somme, un arc ultralibéral allant des groupes écologistes et sociaux-démocrates à la droite et l'extrême droite au Parlement européen pour renforcer les logiques de marché au détriment de l'intérêt général.

Marina Mesure, députée LFI au Parlement européen